

Convention collective

**IDCC : 3205. – COOPÉRATIVES DE CONSOMMATEURS
(16 octobre 2014)**

**ACCORD DU 16 OCTOBRE 2014
RELATIF À UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL**

NOR : ASET1451228M

IDCC : 3205

PRÉAMBULE

Par courrier en date du 19 février 2013, la FNCC a dénoncé les dispositions de la convention collective sur l'ancienneté. Cette dénonciation est intervenue au terme de plusieurs mois de négociations qui n'ont pu aboutir.

La FNCC a pris la décision d'étendre la portée de sa dénonciation à l'ensemble de la convention collective nationale par courrier en date du 2 août 2013.

Le 16 octobre 2014, les partenaires sociaux ont signé une nouvelle version de la convention collective mais ont souhaité inscrire cette convention collective dans un processus plus large visant à établir un programme de travail pour les mois à venir et à s'inscrire dans la durée.

Article 1^{er}

Attachement à la convention collective des coopératives de consommateurs

Les parties signataires réaffirment solennellement leur attachement à la convention collective et s'engagent à défendre toute action ou initiative visant à en permettre la survie, plus particulièrement dans un contexte de regroupement de conventions collectives.

Conscientes des avancées que représente cette convention, notamment par son préambule et par les mesures et accords qui, au long de son histoire, ont forgé une identité à part des coopératives de consommateurs, les parties signataires réaffirment leur volonté de tout faire pour permettre à cette convention, et au dialogue social qu'elle incarne, de perdurer.

Article 2

Ordre de priorité des discussions

Parmi les différents sujets à aborder, les partenaires sociaux conviennent de traiter dans l'ordre suivant les thèmes de négociation :

- adaptation de la loi formation du 5 mars 2014 ;
- mise en place d'une couverture de frais de santé ;
- négociations imposées par la réglementation.

Article 3

Maintien des droits acquis à une indemnité d'ancienneté

A compter du 31 octobre 2014, les dispositions de l'article 17 sont abrogées. A partir du 1^{er} novembre 2014, les droits acquis au titre de l'ancienneté seront portés sur la fiche de paie sous la mention « Droits acquis à ancienneté » et exprimés sur la base du montant acquis à cette date. Ce montant sera repris chaque mois sur la base de cette valeur invariable, jusqu'au départ du salarié.

Article 4

Mesures transitoires exceptionnelles, temporaires et dérogatoires

Au 31 octobre 2014, les salariés bénéficiant d'une ancienneté révolue en année pleine comprise entre 3 et 15 ans se verront appliquer, à titre exceptionnel et dérogatoire, un taux de majoration équivalant à l'ancienneté acquise exprimée en année pleine à la date du 31 octobre 2014.

Cette mesure exceptionnelle et dérogatoire sera traitée de la manière décrite à l'article 3.

Exemple 1 : un salarié qui, au 15 septembre 2014, a atteint 13 ans d'ancienneté se verra appliquer un taux dérogatoire de 13 %.

Exemple 2 : un salarié qui, au 5 novembre 2014, atteint 14 ans d'ancienneté se verra appliquer un taux dérogatoire de 13 %.

Article 5

Rythme des réunions et calendrier

Les partenaires sociaux conviennent de se voir sur la base d'une réunion tous les 2 mois.

Il est convenu d'un commun accord que :

- l'accord formation devra être signé pour février 2015 au plus tard ;
- l'accord sur les frais de santé devra être adopté avant la fin du premier semestre 2015.

Article 6

Révision et dénonciation

Le présent accord pourra être révisé dans les conditions prévues par les articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail. Il pourra être dénoncé par les parties signataires dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Article 7

Formalité. – Publicité

Cet accord fera l'objet des formalités de dépôt prévues aux articles L. 2231-6 et suivants du code de travail.

Fait à Paris, le 16 octobre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FNCC.

Syndicats de salariés :

FGTA FO ;

FNAA CFE-CGC.